

## Gaza : le silence tue, la désinformation rend complice

28 décembre  
2014



Nous publions, sous forme de tribune [1], un texte signé par plusieurs chercheurs, intellectuels, et par le Secrétaire général de la Fédération Européenne des Journalistes. Ce texte a été rédigé en Belgique et adressé en priorité aux médias belges, mais aucun des titres de presse sollicités n'a souhaité le publier. Il dénonce des mécanismes également identifiables dans les médias français. (Acrimed).

16 septembre 2014 - Quel bilan tirer de l'opération israélienne « Bordure Protectrice », trois semaines après l'accord d'un cessez-le feu ? C'est avec amertume, indignation, mais aussi avec inquiétude que nous nous interrogeons sur le traitement médiatique de la tragédie qui a frappé la Bande de Gaza. En faisant - consciemment ou non - usage d'expressions communément acquises, la presse s'est rendue coupable de désinformation.

Nous, citoyens belges et européens, accusons la majorité des médias d'appliquer – délibérément ou non – la politique des « deux poids, deux mesures » lorsqu'il s'agit d'aborder ces événements atroces. Ainsi, parler de « guerre » est-il correct alors que le conflit oppose David à Goliath ? L'histoire atteste que nous sommes face à une répression de type colonial contre une population en résistance face aux occupants. Nous sommes consternés par la représentation d'un « conflit » où oppresseurs et opprimés se valent. Le principe d'« équidistance » a-t-il quelque sens dans un affrontement qui oppose l'armée israélienne - considérée comme la cinquième armée la plus puissante au monde - à des roquettes palestiniennes, pour la plupart artisanales ?

Il ne s'agit pas ici de reprocher aux médias de parler « des deux camps », mais bien leur représentation systématique, toujours au nom de l'« équidistance », des opérations des uns et des autres. Cette approche crée chez le lecteur, l'auditeur ou le téléspectateur le sentiment d'une égalité entre protagonistes. Ainsi, les roquettes palestiniennes qui, pour près de 87%, sont interceptées, en arrivent à être présentées comme l'équivalent des chars, drones, F16, hélicoptères et missiles dernier-cri israéliens. Les 1,7 million de Gazaouis, eux, n'ont pas de Dôme de fer... Ils connaissent par contre une densité démographique supérieure à celle du Bangladesh sur 365 km<sup>2</sup> (la moitié de la superficie du littoral belge). Une telle densité permet d'apprécier à sa juste valeur le leitmotiv propagandiste des « boucliers humains » du Hamas et la prétention d'Israël à s'en tenir à des « frappes chirurgicales ».

Nous dénonçons cette prétendue égalité entre protagonistes, renforcée par un traitement le plus souvent purement événementiel de l'actualité. Il faut rappeler que la Bande de Gaza est occupée depuis 1967 et assiégée depuis l'arrivée au pouvoir du Hamas, il y a 7 ans. Depuis, la population entière en fait les frais : encerclée par mer, terre et air pour avoir « mal choisi », dit-on, ses dirigeants. On l'a souvent dit : « Gaza est une prison à ciel ouvert ». Ce qui explique que l'ONU considère toujours le territoire comme étant sous occupation. Ni sortie de secours, ni lieu sûr. Pas même au sein des hôpitaux ou des écoles. Dans cette atmosphère oppressante, toute tentative de révolte des Palestiniens est présentée comme « activité terroriste » par des journalistes qui se font ainsi les porte-voix de la propagande israélienne. Faut-il rappeler que les résolutions de l'ONU et principalement la résolution 37/43 légitiment la lutte armée contre la domination coloniale ? Trop souvent, nos médias présentent exclusivement le Hamas comme un mouvement « islamiste radical », jamais comme un mouvement de libération nationale, déclenchant ainsi de façon pavlovienne des réflexes de peur et de rejet.

C'est l'enlèvement de trois jeunes Israéliens retrouvés morts en Cisjordanie occupée qui est systématiquement présenté comme l'élément déclencheur des hostilités entre Israël et Gaza. Le Hamas, accusé sans preuves de ce rapt a vu des centaines de ses militants et cadres locaux arrêtés. Malgré l'humiliation et les privations quotidiennes que subissent les Gazaouis, ce n'est que suite à ces arrestations d'envergure que les premières roquettes ont été tirées depuis la Bande de Gaza. Les premières du Hamas depuis... 2012. C'est aussi l'élimination, le 7 juillet, de sept combattants du Hamas qui a mené celui-ci à considérer que le cessez-le-feu avec Israël, négocié en novembre 2012 et qui engageait chaque partie à ne pas mener d'opérations militaires contre l'autre, était rompu.

Les finalités de l'opération israélienne « Bordure Protectrice » se voient tout à fait discréditées : mener des attaques de « représailles légitimes » afin d'éradiquer les tirs de roquettes. Or l'on sait que ce sont les opérations militaires israéliennes qui engendrent davantage de tirs de roquettes et font donc des victimes israéliennes. La boucle est bouclée, le cercle vicieux installé. Israël dit vouloir arrêter la violence contre ses citoyens, mais, contribue paradoxalement à la provoquer.

Nous accusons la plupart des médias de manipuler l'opinion en présentant le Hamas comme « l'organisation qui n'a pas accepté la trêve » ou « qui la viole constamment ». Et qui par conséquent, ne protège pas ses civils. Rappelons que la première proposition de cessez-le-feu a été discutée entre le gouvernement israélien et le gouvernement égyptien dirigé par le maréchal Al-Sissi, fervent opposant au Hamas. Peut-on imaginer la négociation d'une trêve si toutes les parties concernées ne sont pas présentes aux discussions ou si aucune des conditions demandées, par les représentants du peuple palestinien, n'a été évoquée ?

Des médias comparent les statistiques des morts civils palestiniens à celles des soldats israéliens tombés. Comparaison honteuse. D'autres médias cultivent la peur des « djihadistes » belges ou français partis combattre en Syrie, mais épargnent l'image de ces autres Belges ou français enrôlés dans l'armée d'occupation israélienne.

Cette approche médiatique, ce constat flagrant de sympathie première envers Israël se révèlent consternants et nous poussent à nous interroger sur les fondements d'une « osmose culturelle » avec cet État, alors que ce dernier piétine de manière constante les principes démocratiques et le droit international.

« Bordure protectrice » a fait plus de 2 100 victimes palestiniennes dont 500 enfants. Nous, lecteurs, auditeurs, et téléspectateurs belges et européens, accusons une partie de la presse, de désinformation lorsqu'il s'agit de traiter des crimes de guerre commis par Israël à Gaza et en Palestine occupée.

Des gouvernements en passant par la population, toute la société dépend du Quatrième pouvoir, celui des médias, pour se forger son opinion. Jusqu'à présent, le travail indispensable d'investigation journalistique a souvent fait défaut. Sous couvert de neutralité, beaucoup de médias désinforment. Ils se rendent et nous rendent complices de la tragédie de Gaza.

Comme l'affirmait Desmond Tutu, « rester neutre face à l'injustice, c'est choisir le camp de l'opresseur ».

- Anissa Amjahad - Docteure en sciences politiques et sociales (ULB)
- Frank Barat - Militant et auteur
- Sébastien Boussois - Docteur en sciences politiques
- François Burgat - Politologue, Aix-en-Provence
- Paul Delmotte - Professeur retraité de politique internationale à l'Institut des Hautes Études des Communications Sociales
- Ricardo Gutiérrez - Secrétaire général de la Fédération européenne des Journalistes
- Imane Nachat - Étudiante en dernière année de Master en Sciences de la communication - VUB
- Julien Salingue - Chercheur en science politique

Pour l'analyse d'Acridem sur le traitement médiatique de la dernière offensive israélienne contre Gaza, voir notre article : « [Offensive israélienne contre Gaza : les partis pris du traitement médiatique](#) ».

## Notes

[1] Les articles publiés sous forme de « tribune » n'engagent pas collectivement l'Association Acrimed, mais seulement leurs auteurs.

»» <http://www.acrimed.org/article4443.html>